



DEPARTEMENT DES LANDES

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-

**MAIRIE  
DE  
MESSANGES**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**de la Commune de MESSANGES**

SEANCE ORDINAIRE DU 10 DECEMBRE 2024

**AFFAIRE N°3 – OUVERTURE DU QUART DES CREDITS D'INVESTISSEMENT  
AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025**

L'an deux mille vingt-quatre le dix du mois de Décembre, à dix-huit heures trente minutes.

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de MESSANGES dûment convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **M. Hervé BOUYRIE, Maire** pour la session.

Nombre de membres en exercice : 14  
Nombre de membres présents et ayant votés : 13  
Nombre de suffrages exprimés : 13

**VOTE :**

Main levée 1 ✓ Bulletin secret 1

- Pour : 13

- Contre : 0

- Abstentions : 0

- Nuls ou blancs : 0

Date de convocation : 6 Décembre 2024

**Présents :** BOUYRIE H, CASTAGNET P, CALORME JP, CAZES MF, VARTAVARIAN J, BOIREAU C, PELLEGRINO M, DABBADIE G, BOUYRIE F, LAUDOUAR E, BAMBALERE M, LAVIELLE G, AROCENA U

**Absent excusé :** COUDRAY J

**Secrétaire de séance :** PELLEGRINO M

**Monsieur le Maire**

**RAPPELLE** les dispositions de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales « dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente. »

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article et l'ouverture des crédits suivants :



Crédits ouverts au BP 2024	Décisions modificatives 2024	Montant total	Crédits pouvant être ouverts par l'assemblée délibérante au titre de l'article L1612 -1 du CGCT
<b>Chapitre 20</b>	<b>112 000</b>	<b>19 000</b>	<b>141 416</b>
<b>Chapitre 21</b>	<b>232 912</b>	<b>- 47 600</b>	<b>254 487</b>
<b>Chapitre 23</b>	<b>427 000</b>	<b>35 300</b>	<b>495 293</b>
			<b>35 354 €</b>
			<b>63 621 €</b>
			<b>123 823 €</b>

**Chapitre 20 Subventions d'équipement versées** **20 000 € au compte 2041512**  
**15 354 € au compte 204182**

**Chapitre 21 Immobilisations corporelles** **20 000 € au compte 212**  
**43 621 € au compte 2131**

**Chapitre 23 Immobilisations en cours** **123 823 € au compte 231**

**Le Conseil Municipal,  
après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DECIDE :**

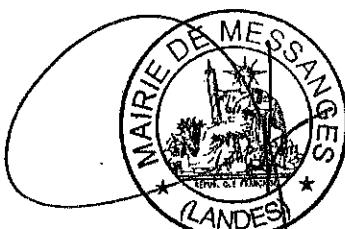
**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à engager des dépenses d'investissement nécessaires avant le vote du budget primitif 2025, dans la limite de 222 798 € tels que répartis ci-dessus, soit moins de 25% de 891 196 € correspondant au quart des crédits ouverts en 2024.

**PRECISE** que toutes les dépenses engagées seront inscrites au budget primitif 2025.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau ou par voie dématérialisée via l'application « Télerecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de l'accomplissement des formalités de publicités requises.

**FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**  
**Pour extrait conforme,**

Le Maire,



**Hervé BOUYRIE**